



# Marie-Anne CHAPDELAINÉ

## Députée d'Ille-et-Vilaine

N° 84

Infos Thématiques

### INFOS DIVERSES

#### BONNE NOUVELLE - BAISSÉ PRIX DES LOYERS

Selon les données de l'observatoire des loyers Clameur publiées mardi et alimentées par les organisations et gestionnaires professionnels, les locataires ont gagné en pouvoir d'achat en 2015 (1,1 % par rapport à 2014) et en ce début 2016. La tendance touche toute la France : -3,9 % à Marseille, -3,3 % à Lyon ou -1,3 % à Paris. Le logement est la première dépense des ménages, ils y consacrent plus de 20 % de leurs revenus en moyenne. Parmi les locataires du parc privé, 1 ménage sur 5 y consacre même plus de 40 % de ses revenus. Ces bons résultats sont notamment le fruit de l'encadrement des loyers à la relocation, dans les secteurs qui manquent le plus de logements. Ce dispositif est mis en œuvre depuis plus de 3 ans dans 38 agglomérations françaises. Il consiste à appliquer à un nouveau locataire un loyer sensiblement identique à celui du locataire précédent, contribuant ainsi à la modération du marché locatif. Auparavant, un propriétaire pouvait décider lors du changement de locataire de relever le loyer pratiqué, sans limite ni contrôle.

#### CALAIS – GRANDE-SYNTHÉ

A Calais, le gouvernement n'a pas d'autre objectif que de mettre à l'abri des personnes en situation de grande détresse. Aussi, l'objectif est de terminer le démantèlement de la partie sud de la « jungle » de Calais d'ici une dizaine de jours. Par ailleurs, la politique de mise à l'abri des migrants à Grande-Synthe a permis ces dernières semaines de passer de 3 000 à un peu moins de 1 000 personnes sur place. Pour autant, Bernard Cazeneuve appelle à la responsabilité : la solution ne passe pas par un déplacement du campement vers un autre site. S'agissant de la lutte contre les filières d'immigration illégale, le gouvernement agit de manière implacable.

A Calais, le gouvernement « n'a pas d'autre objectif que de mettre à l'abri des personnes en situation de grande détresse, exposées au froid, vivant dans la boue » et « soumises aux violences des passeurs » (B. Cazeneuve, 07/03/16).

Aussi, l'objectif est de terminer le démantèlement de la partie sud de la « jungle » de Calais « d'ici une dizaine de jours ». Cette évacuation a débuté fin février (B. Cazeneuve, 09/03/16).

Pour rappel, le gouvernement a investi 18 M€ pour la protection des migrants, ceci afin de proposer un « accueil digne des migrants et des demandeurs d'asile » (B. Cazeneuve, 09/03/16) :

- Le centre d'accueil de jour Jules Ferry distribue **2 200 repas/jour** et offre l'accès à environ **500 douches** ;
- **305 migrants sont accueillis dans les tentes** de la sécurité civile ;
- **Environ 200 « personnes vulnérables »** sont accueillies dans le centre Jules Ferry (143 femmes et 38 mineurs).

Les efforts du gouvernement ont permis « une réduction très nette du Camp de Grande-Synthe » ces dernières semaines, passant de « 3 000 à un peu moins de 1 000 personnes » (B. Cazeneuve, 09/03/16). Aussi la construction sur place par *Médecins sans frontières* d'un nouveau camp humanitaire en dur, n'est pas la réponse. « La solution ne passe pas par un déplacement du campement vers un autre site ». « Comme le veut

le droit, un camp de ce type ne peut être implanté qu'après que la commission de sécurité soit passée, et quand [elle] est passée, il convient de se conformer à ses préconisations, sauf à mettre en danger la vie de ceux qui y vivent ».

**S'agissant de la lutte contre les filières d'immigration illégale, le message est « d'une clarté absolue », « on ne passe pas, on ne passe plus à Calais, ni à Dunkerque, ni sur la façade septentrionale »** (B. Cazeneuve, 09/03/16).

- **En 2015, 28 filières de passeurs démantelées à Calais**, représentant 700 individus, soit deux fois plus qu'en 2014 ;
- **A Grande-Synthe, 25 filières démantelées** depuis un an ;
- **Au total en France, 251 filières clandestines démantelées** en 2015.

## **ISRAEL / PALESTINE**

« La France veut relancer son initiative de paix au Proche-Orient avec [le but] d'aboutir à une conférence internationale d'ici l'été [...] si les conditions sont réunies ». L'objectif de la France est simple : mobiliser la communauté internationale autour de la seule solution possible, celle des deux Etats. « Nous n'en sommes qu'au début de l'initiative française, nous multiplions les contacts. Le chemin est difficile [mais] rien ne serait pire que de ne rien faire [car] le statu quo apparent masque une dégradation très rapide de la situation sur le terrain ». L'implication des pays arabes est essentielle, à commencer par l'Egypte qui siège en ce moment au Conseil de sécurité, et qui a un rôle majeur à jouer dans la relance du processus de paix. Rien ne sera exclu « mais [nous] ne [voulons] pas mettre [la reconnaissance de la Palestine] en préalable » aux discussions (J-M. Ayrault, 09/03/16).

Source Porte-parolat du Gouvernement – 9 mars 2016